



Communiqué de presse · 18 novembre 2014

TPG: un large front regroupant usagers·ères et travailleurs·euses soutient la grève et appelle à refuser le contrat de prestation 2015-2018

Au lieu d'augmenter les ressources allouées aux TPG, le Conseil d'Etat prévoit des coupes importantes. Les organisations d'usagers·ères, d'habitant·e-s et d'employé·e-s s'allient pour refuser ce projet inacceptable.

1. Ce contrat de prestation va réduire les prestations prévues. L'ensemble des usagers·ères va en souffrir et cela va péjorer gravement la mobilité pour la population.

Nous voulons, au contraire, continuer d'augmenter l'offre et améliorer les prestations des TPG. Cela passe notamment par une refonte globale du réseau et de ses articulations avec le réseau routier en donnant la priorité aux transports publics, mais aussi par le développement de nouvelles lignes utiles à la population.

2. Ce contrat de prestation prévoit 131 pertes d'emploi, dont 63 licenciements.

Le personnel TPG est déjà en sous-effectif depuis des années et travaille sous forte pression. Le développement du réseau s'est jusqu'ici essentiellement fait sur le dos des employé·e-s, dont les horaires ont été sans cesse étendus, avec pour conséquence un taux d'absentéisme élevé (7.3%). C'est révélateur d'un problème grave : la santé des travailleurs·euses est affectée, la sécurité des voyageurs peut l'être également.

3. Ce contrat de prestation prépare une accentuation du chaos.

Dans les faits, l'arrivée du CEVA en 2019, obligera à poursuivre le développement du réseau TPG. Ceci implique nécessairement une augmentation du personnel et de l'enveloppe budgétaire. Ce contrat de prestation va à l'encontre de toute logique et de la volonté populaire maintes fois exprimée.

4. Ces coupes ouvrent la porte à une privatisation des TPG.

Affaiblir les TPG aujourd'hui permettra de justifier une privatisation rampante de ce service public demain. En témoigne un projet de loi du PLR qui vise à doubler la sous-traitance au sein des TPG : c'est-à-dire confier toujours davantage à des entreprises privées la conduite et la maintenance des véhicules. L'expérience, notamment en Angleterre, démontre clairement l'échec total de la privatisation des réseaux de transports publics. La sécurité, les prestations à la population, et les conditions de travail s'en retrouveraient péjorées. C'est inacceptable.

C'est le Conseil d'Etat qui a aujourd'hui décidé de prendre en otage la population en appliquant une mise en œuvre punitive et revancharde de la baisse des tarifs acceptée en votation populaire.

En conséquence, les organisations susmentionnées soutiennent le personnel et sa grève légitime pour des TPG véritablement au service du public, en appelant notamment à venir nombreux·euses nous rassembler :

MERCREDI 19 NOVEMBRE à 12h30, devant le dépôt du Bachet (côté de Staël)

PS, Les Verts, Ensemble à Gauche, JS, solidaritéS-Jeunes, ATE, actif-traffic, AVIVO, Association des Jeunes engagés, Assoc. habitant·e-s de la Jonction, Assoc. habitants Pâquis, SEV, SIT, CGAS, UNIA, SSP, Cartel Intersyndical

Thibault Schneeberger, solidaritéS (079 781 42 36) / **Lisa Mazzone**, Les Verts (077 404 16 08) / **Valérie Solano**, SEV (079 333 32 43) / **Carole-Anne Kast**, PS / **Thomas Wenger**, ATE / **Jean-Louis Carlo**, SSP / **Luc Gilly**, Survap / **Jean-Pierre Fioux**, A.H. Jonction / **Joël Varone**, CGAS / **Natalia Delgado**, SIT / **Silas Teixeira**, UNIA / **Patrick Flury**, Cartel Intersyndical / **Bryan Chirinos**, Jeunesse Socialiste / **Andréa von Maltitz**, actif-traffic / **Christian Zaugg**, DAL (membre d'Ensemble à Gauche)...